

#JusticeFiscale pour les Droits des Femmes !

Journées Globales d'Action | 8-24 mars 2017

www.globaltaxjustice.org

CONTEXTE – QUELS SONT LES ENJEUX ?

- Les femmes, les filles et leurs alliés partout dans le monde demandent aux gouvernements d'engager des actions en faveur de la justice fiscale afin de financer et de respecter les droits des femmes, assurant leur égalité économique et leur accès à la justice, la santé, l'éducation, la garde, l'eau, la sécurité et le travail décent.
- Les lois fiscales nationales discriminatoires, les paradis fiscaux et les exonérations fiscales pour les riches, protègent le capitalisme et les privilèges masculins, intensifiant l'inégalité de genre. Il est temps d'observer ces pratiques sous le prisme net du genre et de mettre en place des mesures de justice fiscale qui assurent plus d'égalité.
- Nous avons atteint le point de crise. Le scandale global de l'évasion fiscale des corporations multinationales et des plus riches est en train de dévaster nos économies et de priver nos gouvernements des fonds urgents et nécessaires pour payer les services publics vitaux pour respecter les droits des femmes et pour atteindre l'égalité économique.
- Les femmes et les filles, notamment celles marginalisées ou vivant dans la pauvreté, souffrent encore plus lorsque les services publics sont dépourvus du financement nécessaire. Il s'agit du manque d'accès aux soins médicaux gratuits et de qualité, à l'eau, à l'éducation, à la garde d'enfants, à la protection sociale, aux services de santé anti-violence, sexuelle et reproductive, ainsi du manque de transport public sûr qui permette que les femmes voyagent en ville en sécurité.
- L'utilisation croissante de l'impôt à la valeur ajoutée et d'autres taxes à la consommation, ainsi que la baisse de la taxation corporative et progressive, est en train d'empirer l'inégalité de genre.
- La réponse n'est pas la privatisation, sinon un investissement public plus significatif dans les services publics, fondé sur la collecte fiscale. Par exemple, le coût de l'éducation privée empêche les filles vivant dans la pauvreté d'aller à l'école.
- Les femmes passent 2,5 plus de temps dans le travail de garde ou domestique non rémunéré que les hommes¹. Lorsque les services sociaux sont dépourvus de financement public, les femmes prennent en charge une partie encore plus grande du travail non rémunéré.
- Dans de nombreux pays, les femmes font une grande partie du travail dans le domaine de la santé publique et des services éducatifs. Lorsque les entreprises et les riches ne payent pas leur partie correspondante -les services publics souffrant donc des réductions fiscales-, les travailleuses des services publics se voient doublement touchées, par la perte de leurs emplois ou par des réductions salariales.
- Quand il n'y a pas de service public d'accès à l'eau, ce sont souvent les femmes et les filles qui ont la charge de ramener de l'eau au foyer à n'importe quel prix humain, s'exposant à la violence et s'écartant de l'éducation et d'autres possibilités de travail. L'accès public à l'eau est vital pour l'autonomie économique des femmes.
- Pour respecter leurs obligations envers les citoyens en ce qui concerne les droits humains, les gouvernements doivent collecter de recettes domestiques suffisantes pour financer des services publics comprenant l'éducation publique pour la petite enfance, la garde de personnes âgées, les services de santé, l'accès au logement public, le transport et l'eau potable. Un tel investissement réduirait la charge qui supportent les femmes en termes de travail non rémunéré de garde ou en entreprise, assurant plus de travail décent sous forme d'emplois dans le service public, libérant du temps pour l'éducation, la participation politique et pour prendre soin de soi-même.
- Lorsque ce sont les pays du Nord, les corporations multinationales et les riches qui rédigent les règles fiscales, les outils pour financer les droits des femmes et l'égalité économique sont minés. Le monde ne pourra pas atteindre le respect des droits des femmes et des filles, l'égalité de genre ou les Objectifs de Développement Durable sans engager des actions pour atteindre la justice fiscale. Nous exigeons aussi la création d'un organe fiscal global inclusif et intergouvernemental aux Nations Unies, où tous les pays auraient une même voix et un poids égal pour déterminer les règles fiscales internationales.

¹ UN Women (2015) *Progress of the World's Women 2015-2016: Transforming economies, realizing rights:* http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW_progressreport.pdf p. 24